INDIGNEZ-VOUS !

STÉPHANE HESSEL



C'est l'an 1 d'*Indignez-vous !* Près de quatre millions du petit livre beige répandus sur la planète. Du jamais vu dans l'histoire de l'édition. Un peuple d'indignés qui prend corps, de Madrid à New York, en passant par Tunis, Tel Aviv, Homs, Tokyo, Santiago... Dans l'élan des éditions étrangères – près de quarante pays –, Stéphane Hessel a précisé ses positions sur Israël, la Palestine, rendu un hommage exceptionnel à l'inventeur des Nations unies, le président américain Franklin Roosevelt ; il est revenu sur la non-violence. Cette édition anniversaire intègre ces ajouts, mais aussi des corrections de lecteurs, des photos inédites, sans oublier la fabuleuse histoire de ce soulèvement des consciences.

S.C. / J.-P. B.

L'Auteur : Depuis la parution, en octobre 2010, d'*Indignez-vous !*, Stéphane Hessel a publié : *Engagez-vous !* (avec Gilles Vanderpooten ; éditions de l'Aube) ; *Résistances, Pour une Birmanie libre* (avec Aung San Suu Kyi ; Don Quichotte éditions) ; *Le Chemin de l'espérance* (avec Edgar Morin ; Fayard) ; *Tous comptes faits... ou presque* (Libella, Maren Sell).

« Si tu n'espères pas, tu ne rencontreras jamais l'inespéré. »
Héraclite *(Fragment XXI)*





ISBN : 979-10-90354-20-3

3,10€

www.indigene-editions.fr

édition revue et augmentée

Ceux qui marchent contre le vent

INDIGNEZ-VOUS !

STÉPHANE HESSEL

avec une postface des éditeurs
la fabuleuse histoire d'Indignez-vous !

indi gène
éditions



Lancement de l'édition allemande, *Empört Euch*, sur les façades de Berlin, 8 février 2011

L'indignation à Madrid, à la résidence de l'Ambassade de France, Sylvie Crossman, Stéphane Hessel et Jean-Pierre Barou, 28 mars 2011

Avec son éditeur espagnol, Ramon Perello, et son préfacier, le romancier Jose Luis Sampedro

Stéphane Hessel haranguant les jeunes Italiens venus plancher sur l'indignation à la Biennale de la démocratie, Turin, 17 avril 2011

Michele Dalai et Stefano Delprete, de la maison italienne *Add Editore*, encadrant l'auteur, Milan, 19 avril 2011

Manifestation de femmes, à Florence, avant même qu'*Indignez-vous !* ne sorte en Italie

Le plus vieux lecteur... connu d'*Indignez-vous !* 100 ans

Siv Bublitz, la patronne d'Ullstein à Berlin, avec Stéphane Hessel

Noël 2010 : Une famille d'indignés bretons

•

93 ans. C'est un peu la toute dernière étape. La fin n'est plus bien loin. Quelle chance de pouvoir en profiter pour rappeler ce qui a servi de socle à mon engagement politique : les années de résistance et le programme élaboré il y a soixante-six ans par le Conseil national de la Résistance ! C'est à Jean Moulin que nous devons, dans le cadre de ce Conseil, la réunion de toutes les composantes de la France occupée, les mouvements, les partis, les syndicats, pour proclamer leur adhésion à la France combattante et au seul chef qu'elle se reconnaissait : le général de Gaulle. De Londres où j'avais rejoint le général de Gaulle en mars 1941, j'apprenais que ce Conseil avait mis au point un programme, l'avait adopté le 15 mars 1944, proposé pour la France libérée un ensemble de principes et de valeurs sur lesquels reposerait la démocratie moderne de notre pays[1].

De ces principes et de ces valeurs, nous avons aujourd'hui plus que jamais besoin. Il nous appartient de veiller tous ensemble à ce que notre société reste une société dont nous soyons fiers : pas cette société des sans-papiers, des expulsions, des soupçons à l'égard des immigrés, pas cette société où l'on remet en cause les retraites, les acquis de la Sécurité sociale, pas cette société où les médias sont entre les mains des nantis, toutes choses que nous aurions refusé de cautionner si nous avions été les véritables héritiers du Conseil national de la Résistance.

À partir de 1945, après un drame atroce, c'est une ambitieuse résurrection à laquelle se livrent les forces présentes au sein du Conseil de la Résistance. Rappelons-le, c'est alors qu'est créée la Sécurité sociale comme la Résistance le souhaitait, comme son programme le stipulait : « Un plan complet de Sécurité sociale, visant à assurer à tous les

citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail » ; « une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours. » Les sources d'énergie, l'électricité et le gaz, les charbonnages, les grandes banques sont nationalisées. C'est ce que ce programme préconisait encore, « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques » ; « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ». L'intérêt général doit primer sur l'intérêt particulier, le juste partage des richesses créées par le monde du travail primer sur le pouvoir de l'argent. La Résistance propose « une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des États fascistes », et le Gouvernement provisoire de la République s'en fait le relais.

Une véritable démocratie a besoin d'une presse indépendante ; la Résistance le sait, l'exige, en défendant « la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères. » C'est ce que relaient encore les ordonnances sur la presse, dès 1944. Or, c'est bien ce qui est aujourd'hui en danger.

La Résistance en appelait à « la possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction la plus développée », sans discrimination ; or, les réformes proposées en 2008 vont à l'encontre de ce projet. De jeunes enseignants, dont je soutiens l'action, ont été jusqu'à refuser de les appliquer et ils ont vu leurs salaires amputés en guise de punition. Ils se sont indignés, ont « désobéi », ont jugé ces réformes trop éloignées de l'idéal de l'école républicaine, trop au service d'une société de l'argent et ne développant plus assez l'esprit créatif et critique.

C'est tout le socle des conquêtes sociales de la Résistance qui est aujourd'hui remis en cause[2].

•

Le motif de la Résistance, c'est l'indignation

On ose nous dire que l'État ne peut plus assurer les coûts de ces mesures citoyennes. Mais comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes alors que la production de richesses a considérablement augmenté depuis la Libération, période où l'Europe était ruinée ? Sinon parce que le pouvoir de l'argent, tellement combattu par la Résistance, n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste, avec ses propres serviteurs jusque dans les plus hautes sphères de l'État. Les banques désormais privatisées se montrent d'abord soucieuses de leurs dividendes, et des très hauts salaires de leurs dirigeants, pas de l'intérêt général. L'écart entre les plus pauvres et les plus riches n'a jamais été aussi important ; et la course à l'argent, la compétition, autant encouragée.

Le motif de base de la Résistance était l'indignation. Nous, vétérans des mouvements de résistance et des forces combattantes de la France libre, nous appelons les jeunes générations à faire vivre, transmettre, l'héritage de la Résistance et ses idéaux. Nous leur disons : prenez le relais, indignez-vous ! Les responsables politiques, économiques, intellectuels et l'ensemble de la société ne doivent pas démissionner, ni se laisser impressionner par l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie.

Je vous souhaite à tous, à chacun d'entre vous, d'avoir votre motif d'indignation. C'est précieux. Quand quelque chose vous indigne comme j'ai été indigné par le nazisme, alors on devient militant, fort et engagé. On rejoint ce courant de l'histoire et le grand courant de l'histoire doit se poursuivre grâce à chacun. Et ce courant va vers plus de justice, plus de liberté mais pas cette liberté incontrôlée du

renard dans le poulailler. Ces droits, dont la Déclaration universelle a rédigé le programme en 1948, sont universels. Si vous rencontrez quelqu'un qui n'en bénéficie pas, plaignez-le, aidez-le à les conquérir.

•

Deux visions de l'histoire

Quand j'essaie de comprendre ce qui a causé le fascisme, qui a fait que nous ayons été envahis par lui et par Vichy, je me dis que les possédants, avec leur égoïsme, ont eu terriblement peur de la révolution bolchévique. Ils se sont laissés guider par leurs peurs. Mais si, aujourd'hui comme alors, une minorité active se dresse, cela suffira, nous aurons le levain pour que la pâte lève. Certes, l'expérience d'un très vieux comme moi, né en 1917, se différencie de l'expérience des jeunes d'aujourd'hui. Je demande souvent à des professeurs de collège la possibilité d'intervenir auprès de leurs élèves, et je leur dis : vous n'avez pas les mêmes raisons évidentes de vous engager. Pour nous, résister, c'était ne pas accepter l'occupation allemande, la défaite. C'était relativement simple. Simple comme ce qui a suivi, la décolonisation. Puis la guerre d'Algérie. Il fallait que l'Algérie devienne indépendante, c'était évident. Quant à Staline, nous avons tous applaudi à la victoire de l'Armée rouge contre les nazis, en 1943. Mais déjà lorsque nous avions eu connaissance des grands procès staliniens de 1935, et même s'il fallait garder une oreille ouverte vers le communisme pour contrebalancer le capitalisme américain, la nécessité de s'opposer à cette forme insupportable de totalitarisme s'était imposée comme une évidence. Ma longue vie m'a donné une succession de raisons de m'indigner.

Ces raisons sont nées moins d'une émotion que d'une volonté d'engagement. Le jeune normalien que j'étais a été très marqué par Sartre, un aîné condisciple. *La Nausée*, *Le Mur*, pas *L'Être et le néant*, ont été très importants dans la formation de ma pensée. Sartre nous a appris à nous dire :

« Vous êtes responsables en tant qu'individus. » C'était un message libertaire. La responsabilité de l'homme qui ne peut s'en remettre ni à un pouvoir ni à un dieu. Au contraire, il faut s'engager au nom de sa responsabilité de personne humaine. Quand je suis entré à l'École normale de la rue d'Ulm, à Paris, en 1939, j'y entrais comme fervent disciple du philosophe Hegel, et je suivais le séminaire de Maurice Merleau-Ponty. Son enseignement explorait l'expérience concrète, celle du corps et de ses relations avec le sens, grand singulier face au pluriel des sens. Mais mon optimisme naturel, qui veut que tout ce qui est souhaitable soit possible, me portait plutôt vers Hegel. L'hégélianisme interprète la longue histoire de l'humanité comme ayant un sens : c'est la liberté de l'homme progressant étape par étape. L'histoire est faite de chocs successifs, c'est la prise en compte de défis. L'histoire des sociétés progresse, et au bout, l'homme ayant atteint sa liberté complète, nous avons l'État démocratique dans sa forme idéale.

Il existe bien sûr une autre conception de l'histoire. Les progrès faits par la liberté, la compétition, la course au "toujours plus", cela peut être vécu comme un ouragan destructeur. C'est ainsi que représente l'histoire un ami de mon père, l'homme qui a partagé avec lui la tâche de traduire en allemand *À la Recherche du temps perdu* de Marcel Proust. C'est le philosophe allemand Walter Benjamin. Il avait tiré un message pessimiste d'un tableau du peintre suisse, Paul Klee, l'*Angelus Novus*, où la figure de l'ange ouvre les bras comme pour contenir et repousser une tempête qu'il identifie avec le progrès. Pour Benjamin qui se suicidera en septembre 1940 pour fuir le nazisme, le sens de l'histoire, c'est le cheminement irrésistible de catastrophe en catastrophe.

L'indifférence : la pire des attitudes

C'est vrai, les raisons de s'indigner peuvent paraître aujourd'hui moins nettes ou le monde trop complexe. Qui commande, qui décide ? Il n'est pas toujours facile de distinguer entre tous les courants qui nous gouvernent. Nous n'avons plus affaire à une petite élite dont nous comprenons clairement les agissements. C'est un vaste monde, dont nous sentons bien qu'il est interdépendant. Nous vivons dans une interconnectivité comme jamais encore il n'en a existé. Mais dans ce monde, il y a des choses insupportables. Pour le voir, il faut bien regarder, chercher. Je dis aux jeunes : cherchez un peu, vous allez trouver. La pire des attitudes est l'indifférence, dire « je n'y peux rien, je me débrouille ». En vous comportant ainsi, vous perdez l'une des composantes essentielles qui font l'humain. Une des composantes indispensables : la faculté d'indignation et l'engagement qui en est la conséquence.

On peut déjà identifier deux grands nouveaux défis :

1. La très grave injustice infligée à une beaucoup trop grande partie de l'humanité, privée des fondements nécessaires à une vie décente, et pas seulement dans des régions lointaines du monde comme l'Afrique, l'Asie, Haïti, mais plus près, dans les banlieues de nos plus grandes villes, là où l'isolement et la pauvreté nourrissent la haine et la révolte. L'écart entre les très pauvres et les très riches – une innovation de XXe et XXIe siècles – qui ne cesse de s'accroître est d'autant plus inacceptable qu'aujourd'hui pauvres et riches sont en contact, ils se connaissent, ils voient la même publicité pour toutes sortes de biens, de plaisirs que les premiers ne peuvent pas s'offrir tandis que les seconds les considèrent comme parfaitement naturels. Quand j'avais vingt ans, nous savions que Henry Ford – pionnier de l'industrie automobile américaine – avait établi une échelle des salaires acceptable, allant de 1 et 20. Aujourd'hui, elle va de 1 à 500 et l'écart ne cesse de s'accroître. C'est un défi que nous devons relever en nous indignant, en nous engageant.

2. Les violations des libertés et des droits fondamentaux. J'avais vingt-quatre ans quand Franklin Delano Roosevelt, président de la plus puissante nation de la planète, dont la contribution à la victoire de la première guerre mondiale par les démocraties avait été décisive et qui, grâce au New Deal, avait réussi à ramener la prospérité économique au pays, proclama, le 6 janvier 1941, les Quatre Libertés de l'Atlantique : liberté de confession, liberté d'expression, liberté de vivre à l'abri de la peur et liberté de vivre à l'abri du besoin, dont Roosevelt disait qu'elles étaient « aussi nécessaires à l'humanité que l'air, le soleil, le pain et le sel ». S'appuyant sur ce fondement moral, éthique et politique, il entra en guerre quelques mois plus tard contre l'Allemagne nazie[3]. Les Quatre Libertés de l'Atlantique allaient servir de fondements à la Charte des Nations unies, adoptée à San Francisco le 24 juin 1945 et ratifiée le 24 octobre 1945, date de la création officielle de l'Organisation des nations unies (ONU). Pour la première fois de l'histoire des sociétés modernes, l'institution qui venait de naître faisait de la dignité de la personne humaine un préalable à tout programme. A cet effet, l'ONU confia à une commission de douze juristes placée sous la présidence d'Eleanor Roosevelt, la veuve du président américain décédé le 12 avril 1945, le soin de rédiger la Déclaration universelle des droits de l'homme où fut repris dans le préambule le concept des Quatre Libertés de l'Atlantique. Ce travail dura de 1945 à 1948, pendant ces trois années décisives où la cohésion des nations victorieuses fonctionna activement.

J'ai eu la chance après la Libération d'être associé à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Organisation des Nations unies, le 10 décembre 1948, à Paris, au palais de Chaillot. C'est au titre de chef de cabinet d'Henri Laugier, secrétaire général adjoint de l'ONU, et secrétaire de la Commission des Droits de l'homme que j'ai, avec d'autres, été amené à participer à la rédaction de cette Déclaration. Je ne saurais oublier le rôle crucial d'Eleanor Roosevelt, dont la grande gentillesse et l'autorité naturelle fit merveille pour réconcilier les

personnalités très diverses au sein de cette commission. C'était une vibrante féministe et c'est grâce à elle si, pour la première fois aussi, à une échelle globale, l'égalité entre les hommes et les femmes fut inscrite sans ambiguïté dans un texte officiel. L'Article II de la Déclaration, sur ce point, est parfaitement explicite. René Cassin, commissaire national à la Justice et à l'Éducation du gouvernement de la France libre, à Londres, en 1941, qui fut prix Nobel de la paix en 1968, joua également un rôle déterminant, tout comme Pierre Mendès France, au sein du Conseil économique et social auquel les textes que nous élaborions étaient soumis, avant d'être transmis à la Troisième commission de l'assemblée générale, en charge des questions sociales, humanitaires et culturelles. Elle comptait les cinquante-quatre États membres, à l'époque, des Nations unies, et j'en assurais le secrétariat. C'est à René Cassin que nous devons le terme de droits « universels » et non « internationaux » comme le proposaient nos amis anglo-saxons. Car là est bien l'enjeu au sortir de la seconde guerre mondiale : s'émanciper des menaces que le totalitarisme a fait peser sur l'humanité. Pour s'en émanciper, il faut obtenir que les États membres de l'ONU s'engagent à respecter ces droits universels. C'est une manière de déjouer l'argument de pleine souveraineté qu'un État peut faire valoir alors qu'il se livre à des crimes contre l'humanité sur son sol. Ce fut le cas de Hitler qui s'estimait maître chez lui et autorisé à provoquer un génocide. Cette déclaration universelle doit beaucoup à la révulsion universelle envers le nazisme, le fascisme, le totalitarisme, et même, par notre présence, à l'esprit de la Résistance. Je sentais qu'il fallait faire vite, ne pas être dupe de l'hypocrisie qu'il y avait dans l'adhésion proclamée par les vainqueurs à ces valeurs que tous n'avaient pas l'intention de promouvoir loyalement, mais que nous tentions de leur imposer[4].

Je ne résiste pas à l'envie de citer l'article 15 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme : « Tout individu a droit à une nationalité » ; l'article 22 : « Toute

personne, en tant que membre de la société, a droit à la Sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays. » Et si cette déclaration a une portée déclarative, et non pas juridique, elle n'en a pas moins joué un rôle puissant depuis 1948 ; on a vu des peuples colonisés s'en saisir dans leur lutte d'indépendance ; elle a ensemencé les esprits dans leur combat pour la liberté.

Je constate avec plaisir qu'au cours des dernières décennies se sont multipliés les organisations non gouvernementales, les mouvements sociaux comme Attac (Association pour la taxation des transactions financières), la FIDH (Fédération internationale des Droits de l'homme), Amnesty... qui sont agissants et performants. Il est évident que pour être efficace aujourd'hui, il faut agir en réseau, profiter de tous les moyens modernes de communication.

Aux jeunes, je dis : regardez autour de vous, vous y trouverez les thèmes qui justifient votre indignation – le traitement fait aux immigrés, aux sans-papiers, aux Roms. Vous trouverez des situations concrètes qui vous amènent à donner cours à une action citoyenne forte. Cherchez et vous trouverez !

•

Mon indignation à propos de la Palestine

Aujourd'hui, ma principale indignation concerne la Palestine, la bande de Gaza, la Cisjordanie. La source de mon indignation est l'appel lancé par des Israéliens courageux à la diaspora : vous, nos aînés, venez-voir où nos dirigeants ont mené ce pays, oubliant les valeurs humaines fondamentales du judaïsme. Je suis allé sur place en 2002, puis cinq fois jusqu'en 2009. Il faut absolument lire le rapport Richard Goldstone de septembre 2009 sur Gaza,

dans lequel ce juge sud-africain, juif, qui se dit même sioniste, accuse l'armée israélienne d'avoir commis des « actes assimilables à des crimes de guerre et peut-être, dans certaines circonstances, à des crimes contre l'humanité » pendant son opération "Plomb durci" qui a duré trois semaines. On ne peut pas prendre au sérieux les regrets qu'il a exprimés en avril 2011 pour, dit-il, avoir surestimé la gravité des attaques israéliennes. En 2009, dans le but précisément d'étudier de visu ce que ce rapport disait, nous sommes retournés avec Christiane, ma femme, à Gaza, où nous avons pu entrer grâce à nos passeports diplomatiques. Les gens qui nous accompagnaient n'ont pas été autorisés à pénétrer dans la bande de Gaza. Ni en Cisjordanie. La situation était bien celle décrite dans le rapport Goldstone. Nous avons aussi visité les camps de réfugiés palestiniens mis en place dès 1948 par l'agence des Nations unies, l'UNRWA, où plus de trois millions de Palestiniens (les descendants au cours des quarante dernières années des sept cent cinquante mille personnes chassées de leurs terres, d'abord en 1949 puis en 1968, par Israël) attendent un retour de plus en plus problématique. Gaza est et reste une prison à ciel ouvert pour un million et demi de Palestiniens. Une prison où ils s'organisent pour survivre. Plus encore que les destructions matérielles comme celle de l'hôpital du Croissant rouge par "Plomb durci", c'est le comportement des Gazaouis, leur patriotisme, leur amour de la mer et des plages, leur constante préoccupation du bien-être de leurs enfants, innombrables et rieurs, qui hantent notre mémoire. Nous avons été impressionnés par leur ingénieuse manière de faire face à toutes les pénuries qui leur sont imposées. Nous les avons vu confectionner des briques faute de ciment pour reconstruire les milliers de maisons détruites par les chars. On nous a confirmé qu'il y avait eu mille quatre cents morts – femmes, enfants, vieillards inclus dans le camp palestinien – au cours de cette opération "Plomb durci" menée par l'armée israélienne, contre seulement cinquante blessés côté israélien. Je partage les conclusions du juge sud-africain. Que des Juifs puissent perpétrer eux-mêmes des crimes de guerre, c'est insupportable. Hélas, l'histoire donne peu d'exemples de peuples qui tirent les leçons de leur propre histoire. Le président Obama, avec son discours du Caire en juin 2009, avait suscité en nous de grands espoirs, mais son traitement, ensuite, de ce problème nous a beaucoup déçus.

Je sais, le Hamas qui avait gagné les dernières élections législatives n'a pas pu éviter que des rockets soient envoyées sur les villes israéliennes en réponse à la situation d'isolement et de blocus dans laquelle se trouvent les Gazaouis. Je pense bien évidemment que le terrorisme est inacceptable, mais il faut reconnaître que lorsque l'on est occupé avec des moyens militaires infiniment supérieurs aux vôtres, la réaction populaire ne peut pas être *que* non-violente.

Est-ce que ça sert le Hamas d'envoyer des rockets sur la ville de Sdérot ? La réponse est non. Ça ne sert pas sa cause, mais on peut expliquer ce geste par l'exaspération des Gazaouis. Dans la notion d'exaspération, il faut comprendre la violence comme une regrettable conclusion de situations inacceptables pour ceux qui les subissent. Alors, on peut se dire que le terrorisme est une forme d'exaspération. Et que cette exaspération est un terme négatif. Il ne faudrait pas ex-aspérer, il faudrait es-pérer. L'exaspération est un déni de l'espoir. Elle est compréhensible, je dirais presque qu'elle est naturelle, mais pour autant elle n'est pas acceptable. Parce qu'elle ne permet pas d'obtenir les résultats que peut éventuellement produire l'espérance.

Ne vous méprenez pas : je suis solidaire des juifs d'Israël et de ceux de la diaspora parce que je sais ce que c'est qu'être juif. Je suis moi-même d'origine juive par mon père et je soutiens sans équivoque l'idée que les juifs, après tout ce qu'ils ont subi, méritent un pays à eux. J'ai crié de joie quand l'Etat d'Israël a été fondé. J'ai dit : « Enfin ! » Et à ceux qui me critiquent sur ce point, je ne cesse de répéter : mon amour pour Israël est plus profond que le vôtre. C'est pourquoi je suis aujourd'hui aussi sévère : parce que je veux qu'Israël soit une nation honnête. Certains réagissent avec

beaucoup d'émotion quand je critique Israël : je ne comprends pas pourquoi. Je crois en la valeur universelle des droits de l'homme et je considère que, quand le gouvernement d'Israël occupe les territoires palestiniens, il le fait en violation des principes énoncés par les Nations unies en 1967. Il enfreint le droit. Et il doit être critiqué pour ça, comme on le ferait de tout autre Etat qui agit ainsi. Israël n'est pas au-delà du droit international.

•

La non-violence, le chemin que nous devons apprendre à suivre

Je suis convaincu que l'avenir appartient à la non-violence, à la conciliation des cultures différentes. C'est par cette voie que l'humanité devra franchir sa prochaine étape. Et là, je rejoins Sartre, on ne peut pas excuser les terroristes qui jettent des bombes, on peut les comprendre. Sartre écrit en 1947 : « Je reconnais que la violence sous quelque forme qu'elle se manifeste est un échec. Mais c'est un échec inévitable parce que nous sommes dans un univers de violence; et s'il est vrai que le recours à la violence contre la violence risque de la perpétuer, il est vrai aussi que c'est l'unique moyen de la faire cesser[5]. » À quoi j'ajouterais que la non-violence est un moyen plus sûr de la faire cesser. On ne peut pas soutenir les terroristes comme Sartre l'a fait au nom de ce principe pendant la guerre d'Algérie, ou lors de l'attentat des jeux de Munich, en 1972, commis contre des athlètes israéliens. Ce n'est pas efficace et Sartre lui-même finira par s'interroger à la fin de sa vie sur le sens du terrorisme et à douter de sa raison d'être. Se dire « la violence n'est pas efficace », c'est bien plus important que de savoir si on doit condamner ou pas ceux qui s'y livrent. Le terrorisme n'est pas efficace. Dans la notion d'efficacité, il faut une espérance non violente. S'il existe une espérance violente, c'est dans la poésie de Guillaume Apollinaire : « Que l'espérance est violente » ; pas en politique. Sartre, en mars 1980, à trois semaines de sa mort, déclarait : « Il faut essayer d'expliquer pourquoi le monde de maintenant, qui est horrible, n'est qu'un moment dans le long développement historique, que l'espoir a toujours été une des forces dominantes des révolutions et des insurrections, et comment je ressens encore l'espoir comme ma conception de l'avenir[6]. »

Il faut comprendre que la violence tourne le dos à l'espoir. Il faut lui préférer l'espérance, l'espérance de la non-violence. C'est le chemin que nous devons apprendre à suivre. Aussi bien du côté des oppresseurs que des opprimés, il faut arriver à une négociation pour faire disparaître l'oppression ; c'est ce qui permettra de ne plus avoir de violence terroriste. C'est pourquoi il ne faut pas laisser s'accumuler trop de haine.

Le message de Gandhi, de Mandela, de Martin Luther King Jr trouve toute sa pertinence dans un monde qui a dépassé la confrontation des idéologies et le totalitarisme conquérant. C'est un message d'espoir dans la capacité des sociétés modernes à dépasser les conflits par une compréhension mutuelle et une patience vigilante. Pour y parvenir, il faut se fonder sur les droits, dont la violation, quel qu'en soit l'auteur, doit provoquer notre indignation. Il n'y a pas à transiger sur ces droits.

•

Pour une insurrection pacifique

J'ai noté – et je ne suis pas le seul – la réaction du gouvernement israélien confronté au fait que chaque vendredi les citoyens de la petite ville de Bil'in (*Bala In*, en arabe, ce qui signifie "sans puits") en Cisjordanie, vont, sans jeter de pierres, sans utiliser la force, jusqu'au mur contre lequel ils protestent. Les autorités israéliennes ont qualifié cette marche de « terrorisme non violent ». Pas mal... Il faut être israélien pour qualifier de terroriste la non-violence. Il faut surtout être embarrassé par l'efficacité de la non-violence qui tient à ce qu'elle suscite l'appui, la compréhension, le soutien de tous ceux qui dans le monde sont les adversaires de l'oppression.

Ma thèse est que dans la composition du psychisme humain établi admirablement par Freud, il y a des composantes en balance. Nous avons la capacité d'être violents, agressifs, égoïstes. Mais nous avons aussi la capacité d'être altruistes. Sur le plan de l'histoire – notre histoire avec son couronnement occidental – est une histoire de violence assumée. La pensée productiviste, la fuite à l'économie financière est très coupable : elle engendre les *traders*, les conflits, la compétitivité, la violence. Les percées de la technique, avec la nano-informatique, par exemple, augmente la compétitivité, l'accroissement de richesses insupportables pour ceux qui n'en ont pas. D'où, encore, un accroissement de l'écart entre les très pauvres et les très riches. Cette composante est arrivée à son terme, à son échec. C'est l'aboutissement d'une façon de se comporter où l'Occident a joué un rôle sinistre et entraîné le monde dans une rupture radicale avec cette fuite en avant du "toujours plus", dans le domaine financier, mais aussi dans le domaine des sciences et des techniques. Il est grand temps que le souci d'éthique, de justice, d'équilibre durable prévale. Car les risques les plus graves nous menacent. Ils peuvent mettre un terme à l'aventure humaine sur une planète rendue inhabitable pour l'homme.

Mais il reste vrai que d'importants progrès ont été faits depuis 1948 : la décolonisation, la fin de l'apartheid, la destruction de l'empire soviétique, la chute du Mur de Berlin. Par contre, les dix premières années du XXI[e] siècle ont été une période de recul. Ce recul, je l'explique en partie par la présidence américaine de George Bush, le 11 septembre, et les conséquences désastreuses qu'en ont tirées les États-Unis, comme cette intervention militaire en Irak. Nous avons eu cette crise économique, mais nous n'en avons pas davantage initié une nouvelle politique de développement. De même, le sommet de Copenhague contre le réchauffement climatique n'a pas permis d'engager une véritable politique pour la préservation de la planète. Nous sommes à un seuil, entre les horreurs de la première décennie et les possibilités des décennies suivantes.

•

Je ne désespère pas de la sagesse chinoise

Longtemps, on a pensé qu'une évolution de l'Occident, Etats-Unis et Europe confondus, suffiraient à montrer le chemin de l'histoire. Aujourd'hui, on sait que c'est plus compliqué, et que l'Inde, la Chine, le Brésil... sont des partenaires sans lesquels il ne peut pas y avoir de véritable progrès. Je ne désespère pas de la sagesse chinoise. La Chine est une des civilisations les plus complètes. Elle peut se comporter plus ou moins bien, plus ou moins mal. Mais pour moi, elle n'est pas un danger pour l'humanité, comme elle l'aurait été si Mao était resté, comme l'était Staline quand il était le maître de la Russie, comme l'était Bush quand il était le maître de la finance mondiale. On peut discuter avec la Chine. Par exemple, sur le Tibet, elle ne résoudra pas ce problème sans notre aide, sans notre compréhension. La Chine est encore un des pays où le niveau de la base est le plus bas. Donc, mêm s'il y a cette explosion économique extraordinaire, c'est encore un énorme problème à résoudre.

Mais il faut espérer, il faut toujours espérer. La décennie précédente, celle des années 1990, avait été source de grands progrès. Les Nations unies ont su convoquer des conférences comme celles de Rio sur l'environnement, en 1992 ; celle de Pékin sur les femmes, en 1995 ; en septembre 2000, à l'initiative du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, les 191 pays membres ont adopté la déclaration sur les « Huit objectifs du millénaire pour le développement », par laquelle ils s'engagent notamment à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015. Mon grand regret, c'est que ni Obama ni l'Union européenne ne se soient encore manifestés avec ce qui devrait être leur apport pour une phase constructive, s'appuyant sur les valeurs fondamentales. Mais de nouveau l'espoir se lève : les printemps arabes nous promettent des changements démocratiques que tous, à travers le monde, nous devons encourager passionnément.

Comment conclure cet appel à s'indigner ? En rappelant encore que, à l'occasion du soixantième anniversaire du Programme du Conseil national de la Résistance, nous disions le 8 mars 2004, nous vétérans des mouvements de Résistance et des forces combattantes de la France libre (1940-1945), que certes « le nazisme est vaincu, grâce au sacrifice de nos frères et sœurs de la Résistance et des Nations unies contre la barbarie fasciste. Mais cette menace n'a pas totalement disparu et notre colère contre l'injustice est toujours intacte[7] ».

Non, cette menace n'a pas totalement disparu. Aussi, appelons-nous toujours à « une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation de masse, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous. »

À ceux et celles qui feront le XXIe siècle, nous disons avec notre affection :

« CRÉER, C'EST RÉSISTER.
RÉSISTER, C'EST CRÉER. »

NOTES (REVUES ET AUGMENTÉES) DE L'ÉDITEUR EN ACCORD AVEC L'AUTEUR

1 Créé clandestinement le 27 mai 1943, à Paris, par les représentants des huit grands mouvements de Résistance ; des deux grands syndicats d'avant-guerre : la CGT, la CFTC (confédération française des travailleurs chrétiens) ; et des six principaux partis politiques de la Troisième République dont le PC et la SFIO (les socialistes), le Conseil national de la Résistance (CNR) tint sa première réunion ce 27 mai, sous la présidence de Jean Moulin, délégué du général de Gaulle, lequel voulait instaurer ce Conseil pour rendre plus efficace la lutte contre les nazis, renforcer sa propre légitimité face aux alliés. De Gaulle chargeait ce conseil d'élaborer un programme de gouvernement en prévision de la libération de la France. Ce programme fit l'objet de plusieurs va-et-vient entre le CNR et le gouvernement de la France libre, à la fois à Londres et à Alger, avant d'être adopté le 15 mars 1944, en assemblée plénière par le CNR. Ce programme est remis solennellement au général de Gaulle, le 25 août 1944, à l'hôtel de Ville de Paris, par Georges Bidault, président du CNR en remplacement de Jean Moulin, en 1943. Notons que l'ordonnance sur la presse est promulguée dès le 26 août par le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), avec à sa tête le général de Gaulle, et qu'un des principaux rédacteurs du programme fut Roger Ginsburger, fils d'un rabbin alsacien ; alors, sous le pseudonyme de Pierre Villon, il est secrétaire général du Front national de l'indépendance de la France, mouvement de résistance créé par le Parti communiste français, en 1941, et représente ce mouvement au sein du CNR et de son bureau permanent.

2 D'après une estimation syndicaliste, on est passé de 75 à 80% du revenu comme montant des retraites à environ 50%, ceci étant un ordre de grandeur. Jean-Paul Domin, maître de conférences en Économie à l'Université de Reims Champagne-Ardennes, en 2010, rédige pour l'Institut Européen du Salariat une note sur « L'assurance maladie complémentaire ». Il y révèle combien l'accès à une complémentaire de qualité est désormais un privilège dû à la position dans l'emploi, que les plus fragiles renoncent à des soins faute d'assurances complémentaires et de l'importance du reste à payer ; que la source du problème est de n'avoir plus fait du salaire le support des droits sociaux – point central des ordonnances des 4 et 15 octobre 1945. Celles-ci promulguaient la Sécurité sociale et plaçaient sa gestion sous la double autorité des représentants des travailleurs et de l'État. Depuis les réformes Juppé de 1995 prononcées par ordonnances, puis la loi Douste-Blazy (médecin de formation), de 2004, c'est l'État seul qui gère la Sécurité sociale. C'est par exemple le chef de l'État qui nomme par décret le directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). Ce ne sont plus comme aux lendemains de la Libération, des syndicalistes qui sont à la tête des caisses primaires départementales mais l'État, via les préfets. Les représentants des travailleurs n'y tiennent plus qu'un rôle de conseillers.

3 Le Président Roosevelt n'a jamais caché ses sentiments anticolonialistes, affirmant avec insistance « qu'on ne pouvait pas lutter contre la servitude fasciste et en même temps ne pas libérer sur toute la surface du globe les peuples soumis à une politique colonial rétrograde », comme le note Boucif Mekhaled dans son remarquable ouvrage, *Chroniques d'un massacre, 8 mai 1945, Sétif, Guelma, Kherrata* (Syros/ Au Nom de la mémoire, 1995). La manifestation de Sétif, le 8 mai 1945, avait été appelée par des militants algériens proches de Messali Hadj, alors emprisonné, un des pères du nationalisme algérien qui milita avec Camus dans les années 1935-1937 au sein du parti communiste algérien. Cette manifestation, censée célébrer l'armistice, vit se dresser, aux côtés du drapeau algérien, des pancartes sur lesquelles on lisait : « Vive la Charte de l'Atlantique ! »,

« Vivent les Nations unies ! », « Vive l'Algérie libre et indépendante ! » Réprimée par balles, elle dégénéra en émeute sanglante – des Européens furent assassinés, mutilés sauvagement. L'armée française répondit par des actes d'une ampleur et d'une violence sans égale qui signent une des pages les plus noires du colonialisme. A Paris, pendant ce temps, siégeait le GPRF sous l'autorité du général de Gaulle, le chef de la France libre...

4 La Déclaration universelle des droits de l'homme fut adoptée le 10 décembre 1948, à Paris, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, par 48 États sur les 58 membres. Huit s'abstinrent : l'Afrique du Sud, à cause de l'apartheid que la déclaration condamnait de fait ; l'Arabie saoudite, de même, à cause de l'égalité hommes femmes ; l'Union soviétique (la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie), la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, estimant quant à elles que la Déclaration n'allait pas assez loin dans la prise en compte des droits économiques et sociaux et sur la question des droits des minorités ; on note cependant que la Russie en particulier s'opposa à la proposition australienne de créer une Cour internationale des Droits de l'homme chargée d'examiner les pétitions adressées aux Nations unies. Enfin, deux Etats, le Honduras et le Yémen, ne participèrent pas au vote. Il faut ici rappeler que l'article 8 de la Déclaration introduit le principe du recours individuel contre un État en cas de violation des droits fondamentaux. Ce principe allait trouver son application avec la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), créée suite à la signature en novembre 1950, à Rome, de la Convention européenne de sauvegarde des droits et libertés fondamentales. En fait, comme nous l'a précisé un lecteur de Strasbourg, Michel Arnould, la CEDH – dont le siège est dans cette ville, au sein du Conseil de l'Europe – n'est entrée en fonction qu'à la fin des années 1950. Et ce n'est qu'à partir des années 1980 que le principe de recours contre un Etat, d'abord optionnel, est devenu un droit. Ce recours ne concerne pas seulement les 500 millions d'Européens, mais est ouvert aux personnes morales et physiques du monde entier sous réserve que la requête concerne un droit ou une liberté protégés par la Convention et vise un Etat signataire de la Convention (47 actuellement). La jurisprudence de la Cour le démontre largement par ses décisions rendues concernant des requérants non européens.

5 Sartre, J.-P., « Situation de l'écrivain en 1947 », in *Situations II*, p. 309, Paris, Gallimard, 1948.

6 Sartre, J.-P., « Maintenant l'espoir... (III) » in *Le Nouvel Observateur*, 24 mars 1980.

7 Les signataires de l'Appel du 8 mars 2004 sont : Lucie Aubrac, Raymond Aubrac, Henri Bartoli, Daniel Cordier, Philippe Dechartre, Georges Guingouin, Stéphane Hessel, Maurice Kriegel-Valrimont, Lise London, Georges Séguy, Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant, Maurice Voutey. Cet Appel a résonné fortement chez les jeunes générations, tout comme le discours improvisé par Stéphane Hessel, le 17 mai 2009, sur le plateau des Glières, lors du rassemblement annuel « Paroles de Résistances » convoqué à l'initiative de l'association « Citoyens Résistants d'Hier et d'Aujourd'hui ». Rappelant que le motif de la Résistance avait été « l'indignation », Hessel lançait : « Trouvez vos propres motifs d'indignation, rejoignez ce grand courant de l'Histoire ! » Recueillie par le cinéaste Gilles Perret pour son film *Walter, Retour en résistance*, cette intervention a été le point de départ du texte publié ici. On peut consulter avec profit le site de l'association : www.citoyens-resistants.fr

BIOGRAPHIE

Stéphane Hessel est né à Berlin, en 1917, d'un père juif écrivain, traducteur, Franz Hessel, et d'une mère peintre, mélomane, Helen Grund, écrivaine elle-même. Ses parents s'établissent à Paris en 1924, avec leurs deux enfants, Ulrich, l'aîné, et Stéphane. Grâce au milieu familial, tous deux fréquentent l'avant-garde parisienne, dont le dadaïste Marcel Duchamp et le sculpteur américain Alexandre Calder. Stéphane entre à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm en 1939, mais la guerre interrompt ses études. Naturalisé français depuis 1937, il est mobilisé et connaît la drôle de guerre, voit le maréchal Pétain brader la souveraineté française - il sera jugé à la Libération pour haute trahison et frappé d'indignité nationale. Stéphane Hessel, en mars 1941, rejoint la France libre du général de Gaulle, à Londres. Il travaille au Bureau de contre-espionnage, de renseignement et d'action (BCRA). Par une nuit de fin mars 1944, il est débarqué clandestinement en France sous le nom de code « Greco » avec pour mission d'entrer en contact avec les différents réseaux parisiens, de trouver de nouveaux lieux d'émission radio pour faire passer à Londres les renseignements recueillis, en vue du débarquement allié. Le 10 juillet 1944, il est arrêté à Paris par la Gestapo sur dénonciation : « On ne poursuit pas quelqu'un qui a parlé sous la torture », écrira-t-il dans un livre de mémoires, Danse avec le siècle, en 1997. Après des interrogatoires sous la torture – l'épreuve de la baignoire notamment, mais il déstabilise ses tortionnaires en leur parlant allemand, sa langue natale – il est envoyé au camp de Buchenwald, en Allemagne, le 8 août 1944, donc à quelques jours de la libération de Paris. A la veille d'être pendu, il parvient in extremis à échanger son identité contre celle d'un Français décédé du typhus dans le camp. Sous son nouveau nom, Michel Boitel, fraiseur de métier, il est transféré au camp de Rottleberode à proximité de l'usine de trains d'atterrissage des bombardiers allemands, les Junker 52, mais heureusement – sa chance éternelle –, il est versé au service comptabilité. Il s'évade. Repris, il est déplacé au camp de Dora où sont fabriquées les V1 et V2, ces fusées avec lesquelles les nazis espèrent encore gagner la guerre. Affecté

à la compagnie disciplinaire, il s'évade à nouveau et cette fois pour de bon ; les troupes alliées se rapprochent de Dora. Enfin, il retrouve Paris, sa femme Vitia – la mère de ses trois enfants, deux garçons et une fille.

« Cette vie restituée, il fallait l'engager », écrit l'ancien de la France libre, dans ses mémoires. En 1946, après avoir réussi le concours d'entrée au ministère des Affaires étrangères, Stéphane Hessel devient diplomate. Son premier poste est aux Nations unies où, cette année-là, Henri Laugier, secrétaire général adjoint des Nations unies et secrétaire de la Commission des droits de l'homme, lui propose d'être son secrétaire de cabinet. C'est à ce titre que Stéphane Hessel rejoint la commission chargée d'élaborer ce qui sera la Déclaration universelle des Droits de l'homme et composée de douze membres. On considère que sa rédaction fut, pour l'essentiel, le fait de : Eleanor Roosevelt, la veuve du Président Roosevelt décédé en 1945, féministe engagée, présidente de la commission ; Pen-Chun Chang (pour la Chine de Tchang Kaï-chek et non de Mao), son vice-président - ce dramaturge et philosophe affirma que la Déclaration ne devait pas être le reflet des seules idées occidentales ; Charles Habib Malik (Liban), rapporteur de la commission, souvent présenté comme la « force motrice », avec Eleanor Roosevelt ; René Cassin (France), juriste et diplomate, président de la commission consultative des Droits de l'homme auprès du Quai d'Orsay ; on lui doit la rédaction de plusieurs articles et d'avoir su composer avec les craintes de certains États, y compris la France, de voir leur souveraineté coloniale menacée par cette déclaration – il avait une conception exigeante et interventionniste des Droits de l'homme ; John Peters Humphrey (Canada), avocat et diplomate, proche collaborateur de Laugier, il écrivit la première ébauche, un document de 400 pages ; enfin Stéphane Hessel (France), le plus jeune, au titre de chef de cabinet du même Laugier, et ici en charge du secrétariat de la Troisième commission de l'assemblée générale responsable des questions sociales, humanitaires et culturelles. On peut imaginer, à travers ces composantes, combien l'esprit de la France libre et

de son programme politique souffla sur cette commission. La Déclaration est adoptée le 10 décembre 1948 par les Nations unies au palais de Chaillot, à Paris. Avec l'afflux de nouveaux fonctionnaires, dont beaucoup convoitent un poste bien rémunéré, « isolant les marginaux en quête d'idéal » selon le propre commentaire d'Hessel dans ses mémoires, il quitte les Nations unies. Il est affecté par le ministère des Affaires étrangères à la représentation de la France au sein d'institutions internationales, l'occasion de retrouver temporairement, à ce titre, New York et les Nations unies. Pendant la guerre d'Algérie, il milite en faveur de l'indépendance algérienne. En 1977, avec la complicité du secrétaire général de l'Élysée, Claude Brossolette, le fils de Pierre, chef autrefois du BCRA, il se voit proposer par le président Valéry Giscard d'Estaing le poste d'ambassadeur auprès des Nations unies, à Genève. Il ne cache pas que, de tous les hommes d'État français, celui dont il s'est senti le plus proche est Pierre Mendès France, connu à Londres à l'époque de la France libre et retrouvé aux Nations unies en 1946 à New York, où ce dernier représente la France au sein du Conseil économique et social. Il va devoir sa consécration comme diplomate à « cette modification dans le gouvernement de la France, écrit-il encore, que constitue l'arrivée de François Mitterrand à l'Élysée », en 1981. « Elle a fait d'un diplomate assez étroitement spécialisé dans la coopération multilatérale, arrivé à deux ans de sa retraite, un ambassadeur de France. » Il adhère au parti socialiste. « Je me demande pourquoi ? Première réponse : le choc de l'année 1995. Je n'imaginais pas les Français assez imprudents pour porter Jacques Chirac à la présidence. » Disposant désormais d'un passeport diplomatique, il se rend avec sa nouvelle femme en 2008 et 2009 dans la bande de Gaza et à son retour témoigne sur la douloureuse existence des Gazaouis. « Je me suis toujours situé du côté des dissidents », déclare-t-il à la même époque.

C'est bien celui-là qui parle ici, à 93 ans.

S. C

POSTFACE DE L'ÉDITEUR

LA FABULEUSE HISTOIRE D'*INDIGNEZ-VOUS !*

Ce fut un Noël 2010 extraordinaire où, dans les assiettes du réveillon, on posa un livre en guise d'étrennes. Un verbe, conjugué à l'impératif : Indignez-vous !

Un an avant, le 19 novembre 2009, par une froide journée de fin d'automne, Sylvie Crossman, notre directrice éditoriale, sonnait à la porte d'un banal immeuble parisien du XIVe arrondissement pour entamer une conversation sur le « devoir d'indignation » avec un vieux monsieur très digne de 93 ans, qui pouvait encore marcher incognito dans les rues de Paris, de Rennes, de Toulouse, de Madrid, de Turin...

En vérité, il faut remonter encore plus tôt, en octobre 2008, à ce déjeuner plein de rires au festival de Mouans-Sartoux, entre Cannes et Grasse, sur les destinées duquel veille Marie-Louise Gourdon. Ce jour-là, l'écrivain anglais John Berger, expatrié en Haute-Savoie, nous offrit *Meanwhile,* son petit livre rouge, à publier en français. Ce don de John Berger allait donner naissance au premier ouvrage, *Dans l'entre-temps, Réflexions sur le fascisme économique,* d'une nouvelle collection, « Ceux qui marchent contre le vent », traduction littérale de « Omaha », une tribu sioux. Ce nom suggéré par un ami écrivain, Jean-Roger Geyer, traduisait bien l'esprit de notre maison d'édition, créée en septembre 1996, pour témoigner de la totale modernité, selon nous, des arts et des savoirs des sociétés indigènes. Pagination de trente-deux pages, pour un prix de trois 3€, avec ce slogan à l'appui : « La vérité coûte moins cher que le mensonge. »

Quant à *Indignez-vous !*, son ébauche naquit lors de la projection du film de Gilles Perret, *Walter, Retour en résistance,* hommage à Walter Bassan. Une séquence retint toute notre attention. Cravaté, Hessel martelait à l'écran : « Résister, c'est refuser d'accepter le déshonneur, c'est préférer la légitimité à la légalité, c'est continuer à s'indigner lorsque ce qui est proposé n'est pas conforme aux valeurs que nous avons essayé de faire passer à travers le Conseil national de la Résistance, sans quoi notre humanité risque de péricliter. »

Forte de ce message, Sylvie sonna donc à la porte de Stéphane Hessel pour lui proposer de faire un petit livre dans la continuité de ce discours improvisé, sous forme d'entretiens. Le premier, à cette date du 19 novembre, les deux autres menés conjointement avec Jean-Pierre Barou, cofondateur d'Indigène, les 12 janvier et 3 février 2010. A chaque fois, nous éprouvons le sentiment exaltant de recueillir l'expérience d'une vie dédiée à la citoyenneté résistante. Les réponses de l'aîné à nos questions tracèrent les entrelacs d'un texte sur l'engagement, la non-violence, le legs social et politique de la Résistance, la Déclaration universelle de Droits de l'homme. Nous sentions que nous faisions le lien entre la Résistance historique et les résistances d'aujourd'hui, mais également avec les luttes plus intérieures de cette humanité indigène, tant le visage de notre interlocuteur nous faisait songer à un bonze.

Il fallut encore, après, sur ses conseils, insérer des citations tirées du programme politique de la Résistance, de cette déclaration des Droits de l'homme à laquelle il avait participé, des citations de Sartre, ce philosophe de l'engagement dont il se recommandait, et aux côtés de qui Jean-Pierre avait milité avec ses camarades de la Gauche prolétarienne, dans les années 1970. Sartre, aujourd'hui tombé dans le purgatoire. Nous veillions à préserver le ton « familier » de nos rencontres dont Régis Debray, à l'heure des bilans, allait faire un des trois ingrédients du succès, avec « la droiture personnelle de l'homme, et la conjoncture déboussolée, à l'heure où tous les politiques en scène encourent et méritent le discrédit ». Quant au titre définitif, *Indignez-vous !*, il jaillit des lèvres de Sylvie. Le texte prêt, adressé pour relecture à Stéphane Hessel, nous fut renvoyé, quelques jours plus tard, agrémenté de corrections à la main, d'ajouts. Sinon, « Va pour le nouveau titre ! », nous lança l'auteur, malicieux, au téléphone...

Rappelez-vous, il pleuvait sans cesse sur la France cet automne 2010, quand le petit livre beige s'installa sur les tables des libraires, avec un tirage initial de 8 000 exemplaires. C'était le 20 octobre. Les travailleurs baissaient la tête. Les banques, après la crise de 2008, avaient repris du poil de la bête ; le pouvoir financier, reconquis son emprise sur la vie. Au Maghreb, Ben Ali tyrannisait la Tunisie ; Moubarak, lui, l'Egypte ; l'Occident faisait les yeux doux à Kadhafi, surtout ceux qui allaient bientôt lui livrer la guerre. Bref, tout allait pour le mieux...

Dès le lendemain de sa parution, le 21 octobre, il se passa quelque chose de troublant. Frédéric Taddéi, animateur de l'émission culturelle vedette *Ce Soir ou jamais,* réquisitionna l'auteur d'*Indignez-vous !* pour participer à une émission improvisée sur la révolte de la jeunesse. Alors que le bouillonnant Olivier Besancenot du Nouveau Parti Anticapitaliste et Valérie Pécresse en ministre appliquée de l'Enseignement supérieur, se disputaient comme des chiffonniers, Stéphane leur lança : « Cessez de vous envoyer des vannes ! » Dans le ton doux, moqueur, déjà une unité pointait et dans l'hiver maussade, la poésie perça.

Le 1er novembre, au journal de 13h de Claire Servajean sur France Inter, Stéphane Hessel récita le poème éponyme de Guillaume Apollinaire : « Oh ! L'automne, l'automne a fait mourir l'été Dans le brouillard s'en vont deux silhouettes grises. » Chacun devina que ces deux silhouettes, c'était lui, c'était nous.

Les ventes immédiatement saluèrent cette fraternité révélée. Elles s'envolent du Sud, sous l'impulsion du réseau des libraires indépendants. Ils sont 400 en France – en fait nombre des plus grandes librairies. Très vite, ils voient dans cet opus un outil de leur propre combat contre les monopoles. Ils le livrent, et s'en féliciteront, comme Jean-Marie Sevestre, à Montpellier, un des leaders de ce secteur : « En quarante ans de vie de libraire, je n'ai jamais vu un tel phénomène ! » N'en déplaise aux grognons de l'édition française qui, depuis Paris, nous reprocheront d'avoir nui à la chaîne du livre avec ce succès

et ce prix de 3€, les libraires tout au contraire nous félicitant d'avoir ramené chez eux des lecteurs qui n'y entraient plus. Le Languedoc, Toulouse, leur atavisme cathare, républicain s'ébranlent. La Bretagne frondeuse, s'allie. Paris est absent, le Nord hésite encore, l'Est reste frileux.

Début janvier, dans ses vœux à la France, François Fillon, le Premier ministre, s'inquiète : « J'ai vu qu'un débat s'était noué autour de l'indignation. Rien ne serait en effet moins français que l'apathie et l'indifférence. Mais l'indignation pour l'indignation n'est pas un mode de pensée », lâche-t-il. Le contre-sens est total. Et ceux qui vivent du marasme le relayent. On ne voit pas, on ne veut pas voir que le grand message du petit livre est de faire progresser la non-violence en Occident. On nie que Stéphane Hessel condamne le terrorisme, au nom de son « inefficacité », car toute violence en suscite d'autres. Et que c'est justement guidé, non pas par l'émotion, mais par la raison – l'autre nom de la non-violence, selon Gandhi – que le résistant tourne le dos au terrorisme, même si, comme il ose le déclarer, « on peut le comprendre ».

Mi-janvier, c'est l'explosion. Le million d'exemplaires est dépassé après deux mois d'exploitation, les ventes supplantent celles du nouveau Black et Mortimer, la BD culte. Les grandes surfaces s'agacent du retard dans les livraisons, évoquent le délit de non-vente auprès de notre diffuseur, Harmonia Mundi, en Arles, une structure indépendante elle aussi, avec à sa tête Eva Coutaz, dont le mari, Bernard, décédé depuis peu, a soutenu activement dans les années 1960 la lutte des Algériens pour leur indépendance. Nous osons une treizième impression : 600 000 exemplaires ! A Barcelone, notre fidèle imprimeur Victor Arnau, d'une famille de républicains, travaille jour et nuit, et livre à coups de camions taxis. Le papier de 90 grammes se fait rare en Espagne.

Les réactions des lecteurs saturent notre boîte mail, épuisent notre facteur. Chèques en blanc pour être sûr de recevoir l'opus, lequel, sitôt mis en librairie, est happé : « Amis, on ne peut plus avoir *Indignez-vous !* » Des mairies – Frontignan, Martigues, Cruas, Boissy-Saint-Léger... - le commandent par

centaines pour l'offrir en étrennes à leurs employés – ; des prêtres ouvriers, des apologistes du vote blanc ; la CGT, la CGC, CFTC, des comités d'entreprise ; un maraîcher bio ; des maisons d'hôte qui veulent le mettre à disposition de leurs clients ; le site de Struthof, seul camp nazi jamais installé en France, près de Strasbourg, en veut cent ; des adolescents se disent heureux d'avoir trouvé un « président à la hauteur de leurs rêves » ; Pauline, une lycéenne de Fos-sur-Mer : « Bonjour Monsieur Hessel, Lorsque j'ai lu *Indignez-vous !* pour la première fois, c'était à la fin du mouvement contre les réformes des retraites. Comme beaucoup de lycéennes impliquées dans cette action, j'avais l'impression de m'être battue pour rien et votre ouvrage m'a prouvé que j'avais tort. En tout cas, elle m'aura au moins permis d'en apprendre beaucoup sur l'engagement, la résistance, mais aussi sur moi. Tout ça, je ne sais pas si j'aurais su le voir sans votre aide. » ; Anna Reinhold, une cantatrice de vingt-six ans : « J'ai vu en vous un artiste des Droits de l'homme. »

Février, mars 2011. L'Europe prend le relais alors qu'on prédisait, à l'opuscule, un destin exclusivement français. Depuis notre grenier montpelliérain, sous l'oeil complice et joyeux de Stéphane, lui-même croulant sous les sollicitations de la presse, nous orchestrons l'expansion d'*Indignez-vous !* sur le vieux continent. C'est par dizaines que nous arrivent les demandes de traductions. Et pas seulement de petites maisons, à l'instar d'Indigène. Les plus grandes réclament le livre. Il faut choisir, vite, car notre sentiment profond est que seul un tir groupé peut révéler toute la portée européenne du texte, voire mieux ! Nous répondons avec enthousiasme à la lettre de Siv Bublitz, l'éditrice PdG de Ullstein, la grande maison de Berlin : « Votre cri d'alarme arrive juste au bon moment. » Nous cédons au chantage sentimental de Michele, Stefano et Sandra, les jeunes Italiens altermondialistes qui viennent de fonder *Add Editore*, à Turin. Faut-il traiter avec *Destino*, une émanation de Planeta, le premier groupe espagnol d'édition et de presse ? Pour Victor, notre imprimeur à Barcelone, la réponse est « oui » ! Et Ramon Perello entre dans la danse pour le castillan, le catalan.

Le basque, le galicien et la langue valencienne s'ajouteront avec des éditeurs à notre taille. George Pantsios, de *Patakis*, une grande maison d'Athènes, soupire d'aise en apprenant qu'il a été choisi, avec l'avis favorable, un vendredi soir très tard, de la librairie grecque, à Paris. Quasiment toute l'Europe signe. Nous appelons à la rescousse notre fidèle camarade, Maître Dominique de Leusse, à Paris. Pour l'Europe du Nord, la longue Arabella propose ses services. Pour l'Europe de l'Est, la facétieuse Patricia.

A Paris, Stéphane se dégage des assauts des journalistes et prend allègrement son bâton de pèlerin pour porter la flamme à Hambourg, Berlin, Madrid, Barcelone, Turin, Lisbonne... Partout, son charisme, sa légitimité, sa joie opèrent. Le soir du lancement, Ullstein projette sur les façades de Berlin la couverture d'*Empört Euch*, ajustée à la taille d'un immeuble. Depuis Madrid libéré, l'Espagne républicaine annonce – par la voix d'un de ses plus célèbres animateurs de radio – qu'elle attendait depuis 1939 « ce message de la France ». Quant à Istanbul qui, à la porte de l'Asie, panse les morts de sa flottille vers Gaza, elle confie, par la voix du correspondant du *Cumhurriyet*, son quotidien national, que « le cœur des Turcs bat à l'unisson » de celui « dont la principale indignation concerne la Palestine, la bande de Gaza, la Cisjordanie ».

Avril, mai, juin. Le phénomène se répand planétairement. Les jeunes blogueurs tunisiens qui ont « dégagé » Ben Ali, en ont fait leur livre de combat. Le Québec, l'Australie, la Corée du Sud, le Japon, l'Amérique latine, les Etats-Unis... reçoivent à leur tour l'onde de l'indignation. Le petit livre est bien désormais ce qu'en écrit dans *Le Monde* l'historien Nicolas Offenstadt : « Un objet dont se saisit le présent. » Cette idée d'un objet non identifié nous plaît. Ce n'est plus, en effet, seulement un livre.

Octobre 2011. Un an plus tard exactement, après un tassement durant l'été, les ventes redémarrent, défiant toutes les courbes commerciales. Les deux millions d'exemplaires sont dépassés. Nous devons envisager cette édition revue et augmentée. En Italie, Berlusconi est tombé. Le Printemps

arabe s'est dressé malgré ses tyrans longtemps courtisés par nos dirigeants et ces intellectuels qui, ego à col ouvert, s'enorgueillissent maintenant de leurs « guerres humanitaires » ! Le 15 novembre, depuis Athènes, la représentation en Grèce de la Commission européenne sollicite Stéphane Hessel pour « une campagne de prise de conscience sociale avec ce message clé : 20 ans ensemble et nous continuons. » Depuis Homs, la ville martyre de Syrie, nous parvint un courriel d'une jeune chercheuse en sciences du langage, demandant la permission de traduire le petit livre, « l'ultime recours contre une situation atterrante ». D'Oujgorod au fond de la Transcarpathie, en Ukraine occidentale, un certain Viktor, un indigné retraité, propose lui aussi sa traduction bénévole. A tous, nous disons oui. Du Japon de l'après-catastrophe nucléaire, Noriko, l'agente de Tokyo, réclame in extremis un avant-propos de l'auteur « pour les Japonais qui ont oublié la rage ». Et depuis le musée de Tel Aviv, Ory Dessau, un jeune commissaire d'exposition, tranche : « La meilleure œuvre d'art qui ait été produite ici ces deux dernières années, ce sont les manifestations des "indignés". »

Novembre. Il manquait l'œil du cyclone : New York, capitale de la finance mondiale. Les indignés américains se sont levés au cœur de Wall Street pour faire entendre la voix « des 99% qui ne tolèrent plus l'avidité et la corruption du 1% restant ».

Récapitulons : en tout, en Europe, France incluse, trois millions et demi d'*Indignez-vous !* Avec le monde, bientôt quatre à cinq millions vagabonderont sur la planète. Trente-deux contrats signés, trente-six pays touchés, car un seul contrat engage parfois, comme pour la langue espagnole, d'autres pays : l'Argentine, le Chili, le Mexique, l'Uruguay. A quoi il faut ajouter les langues dites régionales d'Espagne ; en France, le corse. L'Espéranto, c'est fait ! Et pour le cinéma, Tony Gatlif, le réalisateur rom-berbère, a composé, en versions documentaire et fiction, un hymne splendide aux indignés.

Quelques pays manquent, car leurs dirigeants persistent dans l'hostilité : Israël reproche à l'auteur son soutien au peuple palestinien ; la Russie de Poutine craint ce samizdat

comme aux heures de la dissidence. Pour les pays arabes, s'il existe une édition pirate commercialisée sans notre accord, la traduction approuvée de notre amie syrienne devrait paraître incessamment au moins en Palestine et, sous le manteau, dans son pays toujours tyrannisé. Et si un éditeur chinois de 23 ans, pressé, a renvoyé son contrat estampillé de l'étoile rouge, la publication là-bas, attendra « une meilleure conjoncture politique »...

Sempiternellement, les journalistes nous posent la question : comment expliquez-vous ce succès ?

D'abord, évidemment, Stéphane. L'homme garde le XX[e] siècle entier dans sa mémoire, et probablement plus quand on l'entend réciter – comme on prie, les yeux fermés – des sonnets de Skakespeare – en anglais – ; des vers de von Platen, Rilke, Hölderlin – en allemand – ; d'Apollinaire, Baudelaire, Rimbaud – en français. Son incroyable capacité de concentration, d'écoute ; ce sentiment jamais trompé qu'il peut à tout instant innover, rebondir. Son impertinence de « titi berlinois ». Son sens inné de la non-violence ; mais aussi son côté rock star : à Montpellier, devant près d'un millier de personnes, il a lancé, les bras levés comme un champion de boxe – poids léger : « Vous allez bientôt en avoir assez de moi ! » Et la foule en folie a crié le contraire. Mais comment ne pas revenir sur sa capacité à passer du réel à l'imaginaire si le réel est en défaut, et pour ne jamais laisser sa chair relayer le désespoir ? Ainsi, le 3 février 2011, il nous confia ce souvenir du camp de Dora : « Quand on a connu cette horreur, quand on dû déshabiller des cadavres, on ne peut croire qu'à la poésie. »

Ensuite l'époque. Si son message transcende les clivages générationnels, historiques, idéologiques, l'époque le co-signe, le sublime, le porte jusque sur les terres de l'exil de la conscience – « ce qui est lumineux », selon nos amis tibétains. En se formant, le peuple des indignés dessine en effet le grand retour de la conscience dans l'histoire, la politique. Et ce mouvement planétaire s'accompagne d'une découverte : les indignés lisent ! A la Puerta del Sol, ils créent sous une tente une bibliothèque avec des livres d'art. Ceux d'Angleterre portent un badge

où figure un livre. Le livre est une arme, pas « un article de journal ». Nous en sommes persuadés, nous qui le proposons à 3€, convaincus aussi que ce prix se mérite, qu'un monopole ne peut le pratiquer – comme on lui rirait au nez !

Le 20 octobre 2011, dans ce salon chaud et vieillot où tout a commencé, avec Christiane, son épouse, nous avons fêté à la fois l'an 1 d'*Indignez-vous !* et les 94 ans de Stéphane. Sa main terrienne s'avançant sur le bras du fauteuil comme si elle cherchait toujours à en attraper une autre, imaginaire ou pas, l'auteur du phénomène a souri : « C'est extraordinaire ce que nous avons fait avec ce petit livre ! » Sur ses traits circulait l'émerveillement qui nous a fait songer à l'aphorisme du philosophe grec, Héraclite : « Si tu n'espères pas, tu ne rencontreras jamais l'inespéré. » Mais déjà, nous pensions à la suite, amorcée le 15 août, à Toulouse, quand nous avons favorisé la rencontre entre le dalaï-lama, ce grand leader de la résistance intérieure, et notre héraut de la non-violence à l'occidentale : un dialogue entre le chef des Tibétains et Stéphane Hessel, deux entretiens enregistrés à Prague, en décembre, et dont pourrait bien émerger, sous le souffle des indignés de la planète, une nouvelle Déclaration universelle de droits de l'homme.

Un livre à paraître chez Indigène. Amis, rendez-vous donc au printemps 2012 !

Sylvie Crossman et Jean-Pierre Barou, les éditeurs.

